



Marie Arena

Le 12 septembre 2017

Eurodéputée PS (Groupe S&D)

Il est grand temps de responsabiliser les entreprises internationales au respect des droits humains, sociaux et environnementaux : Le parlement Européen dit oui, reste à convaincre la Commission et le Conseil !

Ce mardi 12 septembre 2017, le Parlement européen a adopté un rapport d'initiatives en faveur d'une politique commerciale permettant une plus grande transparence et responsabilisation des gouvernements et des multinationales.

La plupart de nos biens de consommation sont aujourd'hui le résultat d'un assemblage de diverses opérations effectuées aux quatre coins du monde, coordonnées par des grandes multinationales qui sous-traitent auprès de partenaires contractuels ou de fournisseurs indépendants.

Le manque de transparence et la dilution des responsabilités tout au long de ces chaînes de production, souvent longues, ont pour conséquence une complète opacité sur l'origine et le contenu des biens de consommation, augmentent le risque d'exploitation des travailleurs et favorisent le dumping social, environnemental et fiscal.

Maria Arena, Eurodéputée PS : « Les citoyens ne sont pas dupes et commencent à se rendre compte des effets pervers de cette mondialisation non régulée. Ils ont exprimé à maintes reprises leur inquiétude et demandent davantage de respect des droits sociaux et environnementaux dans le commerce international ».

« Il est vrai que certaines entreprises se sont engagées de manière volontaire vers plus de transparence, mais ces initiatives restent trop peu nombreuses lorsqu'on sait les dérives que cela engendre.» déclare Maria Arena.

« Par ce rapport d'initiative, nous demandons la mise en place de règles qui contraignent les multinationales au respect des droits humains et environnementaux, comme l'UE l'a fait dans le secteur des minerais originaires de zones de conflits ou encore dans le secteur du bois » explique l'Eurodéputée.

« Le vote positif d'aujourd'hui est le résultat d'un combat mené par les socialistes. Il n'était pas évident de convaincre les conservateurs et les libéraux d'envisager le commerce international de manière différente. C'est donc un pas très important ! On sort d'une approche uniquement volontaire vers des règles contraignantes qui devront sanctionner les multinationales qui ne respectent pas les droits humains et environnementaux, et ce dans tous les secteurs d'activités. » Poursuit Maria Arena.

« Néanmoins, lorsqu'on entend la Commission, par la voix de son Président, Jean-Claude Juncker, annoncer, en prémisses à son discours sur l'État de l'Union de ce mercredi 13 septembre, des accords de libre-échange à tout va, annoncer que la régulation n'est pas nécessaire et que le marché fonctionne très bien aujourd'hui, on a de quoi s'inquiéter. Monsieur Juncker vit-il dans un autre monde? En tout cas, il semble faire fi de toute

considération citoyenne ! Vous l'aurez compris, le combat est donc loin d'être terminé !!»
Conclut Maria Arena.

Contact :

Vasanthi FAGARD

0478956403

vasantha.fagard@europarl.europa.eu